

fiance dans l'Angleterre. Les dix années de tranquillité dont nous avons absolument besoin pour nous organiser, seule l'Angleterre, si elle le veut, peut nous les ménager et nous les garantir. Tant que l'Angleterre et les Etats-Unis marcheront d'accord sur le terrain de la politique orientale, la France ne pourra pas opposer une volonté contraire à leur commune volonté. Comment vous traduire notre sentiment exact ? je dirai que, par tradition, nous *souhaiterions* le mandat français sur l'Arménie, mais que, par intérêt bien entendu, par nécessité, puisque le mandat américain est impossible, nous *aspirons* au mandat britannique.

« La politique actuelle de la France nous a déçus et nous afflige ; mais nous la jugeons moins sévèrement, parce que nous en considérons la réalité, et non pas l'apparence. La politique que vous faites aujourd'hui en Cilicie, et généralement en Turquie, n'est en substance ni favorable aux Turcs, ni hostile aux Arméniens : c'est une politique de défense contre l'Angleterre. Celle que font les Anglais en Grèce, en Palestine et en Mésopotamie n'est pas inspirée par un amour déraisonnable pour les Grecs, les Juifs ou les Arabes, mais par le désir, par le besoin de tenir la France en échec.

« La France et l'Angleterre crurent-elles, tout de bon, avoir accordé leurs politiques orientales en concluant l'accord de 1916 ? je ne le pense pas. Les deux gouvernements étaient alors obsédés par une seule préoccupation : maintenir à tout prix l'alliance nécessaire. Quant aux deux négociateurs, ils poursuivaient, chacun de son côté, des objectifs inconciliables. Sir Mark Sykes et M. Picot signèrent sans